

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 01/2023/GAR/FSJES

(Pour passation d'un Marché Reconductible)

Séance Publique

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

OBJET :
**GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE DES LOCAUX
DE LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES
ECONOMIQUES ET SOCIALES MEKNES.**

En application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismaïl de Meknès, pris en vertu de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les Entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le Dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) et notamment ses articles 7, 13, 17 et 19, ainsi que la résolution du Conseil de l'Université, dans sa séance du 22 juillet 2014.

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION
FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES MEKNES.

APPEL D'OFFRES N° 01/2023/GAR/FSJES

En application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismail - Meknès, pris en vertu de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le Dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424(11 novembre 2003) et notamment ses articles 7, 13, 17 et 19, ainsi que la résolution du Conseil de l'Université, dans sa séance du 22 juillet 2014.

ENTRE :

Monsieur Le Doyen de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès désigné ci – après par :

« Le Maître d'ouvrage ».

D'UNE PART,

ET :

MONSIEUR
AGISSANT AU NOM ET POUR LE COMPTE DE
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL DE LA SOCIETE
ADRESSE DU DOMICILE ELU
AFFILIE A LA C.N.S.S. SOUS LE N°
INSCRIT AU REGISTRE DE COMMERCE DE..... SOUS LE N°
N° DE PATENTE :IF :
ICE :
TITULAIRE DU COMPTE BANCAIRE N°
OUVERT A
E-MAIL
Et désigné ci – après par **« le Prestataire de service ».**

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert, a pour objet la passation d'un marché reconductible relatif aux prestations de « **Gardiennage et surveillance des locaux de la Faculté Des Sciences Juridiques Economiques Et Sociales Meknès** ».

ARTICLE 2 : LIEU D'EXECUTION, EFFECTIF DES AGENTS DE SECURITE ET HORAIRES DE TRAVAIL :

Le prestataire de services doit assurer le gardiennage et la surveillance des sites de la Faculté Des Sciences Juridiques Economiques Et Sociales Meknès (**7jours/7jours, durant toute l'année**), par un effectif d'agents comme suit :

- 13 agents de sécurité le jour : de 07h00 à 19h00 ;
- 03 agents de sécurité la nuit : de 19h00 à 07h00 ;
- Horaires de travail : 24 heures/24 heures ;
- Toute l'année et 7 jours/7 jours ;
- **12 heures rémunérées à la durée normale de travail soit 08 heures (Cf. art 193 du code de travail).**

ARTICLE 3 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres est lancé en lot unique.

ARTICLE 4 : MODE DE PASSATION DU MARCHE

Le marché, qui résultera du présent appel d'offres, est passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Règlement relatif aux marchés publics de l'université Moulay Ismail de Meknès.

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché, qui résultera du présent appel d'offres, sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix – détail estimatif ;
4. Le sous-détail des prix ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services exécutés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-EMO) approuvé par le décret n° 2332-01-2 du 22 Rabii 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celle se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 27 du Règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismail et en tenant compte des stipulations de l'article 4 du CCAG-EMO, ces documents prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 6 : REFERENCES AUX DOCUMENTS GENERAUX ET TEXTES SPECIAUX

Le titulaire du marché reconductible, qui résultera du présent appel ouvert, est soumis aux dispositions des textes suivants :

1. La loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 Ramadan 1424 (11/11/2003).
2. Le Dahir n° 1-07-155 du 19 kaada1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n°17-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds.

3. Le décret n° 2-09-97 du 16 kaada1431 (25 octobre 2010) portant promulgation de la loi n°17-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds.
4. Le décret n° 2.19.184 du 25 avril 2019 modifiant et complétant le décret n° 2-16-344 du 22 juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
5. Le Dahir du 25 juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.
6. Le Dahir n° 1.85.347 du 7 Rabia II 1408 (20/12/1985) portant promulgation de la loi n°30.85 relative à la taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.).
7. Le Dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
8. Le Décret Royal n° 330. 66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 2.00.644 du 01/11/2000.
9. Le Règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismaïl, Meknès.
10. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des services portant sur les prestations d'études et de maîtrises d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I (4 juin 2002).
11. L'arrêté du Ministre des Finances et de la privatisation n° 2-2471 DE/SPC du 17 mai 2005 portant organisation financière et comptable des Universités.
12. L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1874-13 du 9 Moharrem 1435 (13 novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
13. L'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration n° 2678-19 du 6 Joumada I 1442 (21 décembre 2020) fixant la nomenclature des pièces justificatives pour le visa des actes d'engagement des dépenses des établissements publics et autres organismes soumis au contrôle préalable.
14. L'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration n° 2679-19 du 6 Joumada I 1442 (21 décembre 2020) fixant la nomenclature des pièces justificatives du paiement des dépenses des établissements publics soumis au contrôle préalable ou au contrôle spécifique.
15. La Décision du Ministre des Finances n° 2-2128 DE/SPC du 06 mai 2005 fixant les seuils des actes soumis au visa préalable des Contrôleurs d'Etat des universités ainsi que les seuils d'engagement par bon de commande.
16. L'Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n°900-12 du 2 rabii II 1433 (24 février 2012) fixant les conditions d'obtention d'un diplôme ou d'un certificat justifiant l'aptitude professionnelle pour l'exercice des activités de gardiennage.
17. La circulaire du Chef du gouvernement n° 02/2019 du 31 janvier 2019.
18. La circulaire du Ministère de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle n° 396 du 15 mars 2019.
19. La circulaire n° 72-CAB du 26/11/1992 définissant les modalités d'application du Dahir n° 1-56-211 du 8 Joumada I 1376 (11 décembre 1956) relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
20. La décision du Ministère de l'économie et des finances n°960/16/DEPP du 14 Avril 2016 fixant les modalités d'application de l'article n°5 du décret n°2-16-137 du 24 Mars 2016 du code général des impôts.
21. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité sociale et les salaires de la main d'œuvre, et particulièrement : la loi n° 65-99 relative au code du travail

promulguée par le Dahir n° 1.03.194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003), la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base (AMO), la loi n° 18-12 du 29 décembre 2014 relative à la réparation des accidents de travail, le Dahir portant loi n° 1.72.184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale et le décret n° 2-19-424 du 22 choual 1440 (26 juin 2019) portant fixation des montants du salaire minimum légal dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Ainsi que Tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet du présent marché.

Le prestataire de services, s'il ne les possède pas, devra se procurer ces documents. Il ne pourra en aucun cas invoquer leur ignorance pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHÉ - NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché reconductible, qui résultera du présent appel d'offres ouvert, ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'Université Moulay Ismaïl de Meknès, lorsque ledit visa est requis.

L'entrée en vigueur du marché, qui résultera du présent appel d'offres, doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du règlement précité, le délai d'approbation de 75 (soixante quinze) jours, est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai cité au premier paragraphe ci dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché qui résultera du présent appel d'offres.

ARTICLE 08 : PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché, qui résultera du présent appel d'offres, sont les ordres de service et les avenants éventuels.

ARTICLE 09 : FRAIS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

En application de l'article 6 du CCAG-EMO, le prestataire titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres, devra s'acquitter de tous les droits de timbre dus au titre du marché, qui résultera du présent appel d'offres, et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : DÉLAI D'EXECUTION DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Le délai d'exécution du marché reconductible qui résultera du présent appel d'offres est d'une année renouvelable par tacite reconduction d'année en année pour une durée totale maximale de 03 (trois) années consécutives, tant que cette reconduction n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des deux parties dans les conditions suivantes :

- Le maître d'ouvrage adresse au prestataire de service un préavis de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, et ce, **au moins (02) deux mois** avant la date prévue pour la reconduction ;
- Le prestataire de services adresse au maître d'ouvrage un préavis de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, et ce, **au moins (04) quatre mois** avant la date prévue pour la reconduction.

En cas de non reconduction, le prestataire de services ne peut prétendre à aucune indemnité.

La durée du marché reconductible, qui résultera du présent appel d'offres, court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévues par ordre de service.

ARTICLE 11 : COMMUNICATIONS

Conformément à l'article 8 du CCAG-EMO, les communications relatives à l'exécution du marché, qui résultera du présent appel d'offres, entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services se font par écrit. Elles sont notifiées ou déposées à l'adresse indiquée dans le marché.

Les écrits prévus ci-dessus entre les deux parties sont soit déposés contre récépissé, soit adressés par lettre recommandée avec accusé de réception, et ce, dans le délai imparti, s'il en est prévu un. La date du récépissé ou de l'accusé de réception fait foi pour la détermination du calcul du délai.

Ces écrits peuvent également être expédiés par fax confirmé, ou par courrier électronique.

ARTICLE 12 : ORDRES DE SERVICE – INSTRUCTIONS – LETTRES

Les modalités d'établissement et de notification des ordres de service donnés par le maître d'ouvrage au prestataire de services seront conformes aux dispositions de l'article 09 du CCAG-EMO.

- 1- Les ordres de service sont écrits. Ils sont signés par le maître d'ouvrage, datés, numérotés et enregistrés ;
- 2- Les ordres de service sont établis en double exemplaire et notifiés au prestataire de services; celui-ci renvoie au maître d'ouvrage un exemplaire après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il les a reçus et ce dans un délai maximum de huit (8) jours après la date de réception de l'ordre de service ;
- 3- Le prestataire de services doit se conformer aux termes des ordres de service qui lui sont notifiés ;
- 4- Le prestataire de services se conforme aux changements qui lui sont prescrits pendant l'exécution du marché lorsque le maître d'ouvrage les ordonne par ordre de service.

ARTICLE 13 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il est précisé que :

- 1) La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres sera opérée par les soins du **Doyen de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès**.
- 2) Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres, ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 4 du Dahir n° 1-15-05 du 19 février 2015, **Doyen de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès ou son représentant**.

- 3) Les paiements prévus au marché qui résultera du présent appel d'offres, seront effectués par **le Fondé de Pouvoir de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres.
- 4) En application de l'article 11 du C.C.A.G – E.M.O, le maître d'ouvrage délivrera au titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 12 du C.C.A.G-EMO, le cautionnement provisoire est fixé à **QUINZE MILLE DIRHAMS (15.000,00 Dhs)**.

Le cautionnement provisoire sera libéré immédiatement après constitution de la caution définitive.

Le cautionnement provisoire ne sera pas restitué dans les cas prévus par l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché. Il sera libéré dans les trois mois suivant la réception définitive.

ARTICLE 15 : DROIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE SUR LES CAUTIONS

En application de l'article 15 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas suivants :

- Si le soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu par le décret des marchés publics précité ;
- Si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi dans tous les cas prévus au CCAG-EMO, et ce, conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 16 : DOMICILE DU PRESTATAIRE DE SERVICES

En application de l'article 17 du CCAG-EMO, les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, sauf si le cahier des prescriptions spéciales lui fait obligation d'élire domicile en un autre lieu.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Les notifications peuvent être faites par courrier porté contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 : LIAISON ENTRE LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET LE PRESTATAIRE

Toutes les fois qu'il est requis, le prestataire de services doit se rendre sur convocation du maître d'ouvrage dans ses bureaux pour les réunions de mise au point ou de coordination.

Dans tous les cas, la présence aux réunions d'un responsable habilité à prendre des décisions et les faire appliquer est indispensable de manière qu'aucune opération ne pourra être retardée ou arrêtée par manque de pouvoir de décision.

ARTICLE 18 : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES

En application de l'article 20 du CCAG-EMO, le prestataire de services doit être couvert par une police d'assurance contre les risques découlant de son activité.

Ainsi, dès le début de l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres, et pendant toute la durée de celui-ci, le prestataire de services est tenu de délivrer au maître d'ouvrage l'attestation d'assurance relative aux accidents de travail survenant à ses agents.

Le maître d'ouvrage ne peut être tenu responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux agents du prestataire.

A ce titre, le prestataire garantira le maître d'ouvrage contre toute demande de dommages-intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charges et dépenses de toute nature relative à ces accidents.

ARTICLE 19 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE.

Le prestataire de services est soumis aux dispositions de l'article 24 du CCAG –EMO.

ARTICLE 20 : CESSION DU MARCHÉ

Conformément aux prescriptions de l'article 25 du CCAG-EMO, la cession du marché est interdite sauf dans le cas de cession totale ou d'une partie du patrimoine de l'Entreprise titulaire, et ce, à l'occasion d'une fusion ou d'une cession et après autorisation expresse du maître d'ouvrage, sous la base de cette autorisation un avenant sera établi.

ARTICLE 21 : SOUS - TRAITANCE

Compte tenu de la nature des prestations prévues par le marché, qui résultera du présent appel d'offres, la sous-traitance est strictement interdite.

ARTICLE 22 : AJOURNEMENT DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

En application de l'article 27 du CCAG –EMO, le maître d'ouvrage peut à tout moment prescrire, par ordre de service motivé, l'ajournement de l'exécution du marché ou de l'une de ses phases d'exécution.

Lorsque le délai d'ajournement dépasse six (6) mois, le prestataire de services a droit à la résiliation du marché s'il la demande par écrit au maître d'ouvrage sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité. La demande de résiliation n'est recevable que si elle est présentée dans un délai de trente (30) jours à partir de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant l'ajournement de l'exécution des prestations pour plus de six (6) mois.

En cas d'ajournements successifs dont le cumul dépasse six (6) mois, le délai de trente (30) jours prévus au paragraphe 1 du présent article court à partir de la date où les ajournements ont atteint six (6) mois.

ARTICLE 23 : CARACTERES DES PRIX :

Le prestataire de services est réputé avoir pris parfaitement connaissance des coûts et charges liés à l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres et les a intégrés dans ses prix.

Les prix du marché, qui résultera du présent appel d'offres, sont établis par le prestataire de services tel que définis à l'article 34 du CCAG-EMO. Les prix dudit marché sont réputés

comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais de transport aux lieux d'exécution des prestations et tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais, salaires, indemnités ou primes éventuelles des salariées et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe ou indirecte de l'exécution des prestations.

Les prix du marché, qui résultera du présent appel d'offres ouvert, sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement. Le marché, qui résultera du présent appel d'offres est à prix unitaires.

ARTICLE 24 : RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article 40 du CCAG-EMO et vu la nature et l'étendue des prestations objets du marché, qui résultera du présent appel d'offres, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 25 : PENALITES DE RETARD ET PENALITES PARTICULIERES

▪ Pénalité pour retard d'exécution :

En application de l'article 42 du CCAG-EMO, si le prestataire de services tarde dans l'exécution des prestations prévues par le marché au jour fixé pour le commencement des prestations, il lui sera appliquée une pénalité journalière de retard d'**un pour mille (1/1000) du montant initial du marché** modifié ou complété, le cas échéant, des montants des avenants intervenus.

Par ailleurs, et en cas de non respect par le prestataire de services de l'une des clauses stipulées par le marché qui résultera du présent appel d'offres, le maître d'ouvrage dressera, à l'occasion de chaque infraction, un procès-verbal de carence qu'il notifiera dans les 48 heures qui suivent le constat. Des pénalités lui seront appliquées selon les cas et les barèmes suivants :

▪ Pénalité pour vol de matériel :

En cas de vol de matériel de l'Etablissement, il sera appliqué une pénalité **équivalente à la valeur vénale** dudit matériel ;

▪ Pénalité pour absence des agents de sécurité :

En cas d'absence constatée des agents de sécurité, il sera appliqué une pénalité de **200,00 Dhs (deux cent Dirhams)** par agent et par jour d'absence.

▪ Pénalité pour manque de tenue ou pour tenue non conforme :

Dans ce cas, il sera appliqué une pénalité de **150,00 Dhs (cent cinquante Dirhams)** par agent et par infraction constatée.

Sur simple constat, un procès verbal sera dressé et notifié au prestataire de services. Le montant des pénalités est déduit d'office, sans préavis et sans mise en demeure, des décomptes dus au prestataire de services.

Le cumul des pénalités sera plafonné annuellement à dix pour cent (10%) du montant initial du marché qui résultera du présent appel d'offres, modifié ou complété, le cas échéant, des montants des avenants intervenus. Une fois ce plafond est atteint, le marché qui résultera du présent appel d'offres sera passible de résiliation sans préjudice des autres mesures coercitives réglementaires qui peuvent être prises à l'encontre du prestataire de services.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché, qui résultera du présent appel d'offres, pourra être résilié dans tous les cas prévus par le C.C.A.G-EMO et le règlement relatif aux marchés publics de l'université.

ARTICLE 27 : LANGUE DE LIAISON

Toute correspondance et tous les documents seront obligatoirement établis soit en arabe ou en français à l'exclusion des autres langues.

ARTICLE 28 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La consistance des différentes opérations prévues par le marché, qui résultera du présent appel d'offres, sont détaillées comme suit :

1- Le contrôle d'accès :

Le prestataire de services doit se conformer aux instructions du maître d'ouvrage en matière du contrôle d'accès à tous les bâtiments de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès, à savoir :

A cet effet, Il doit affecter à cette mission un personnel qualifié en matière de sécurité, de contrôle d'accès, de bonne communication, d'accueil et d'orientation des visiteurs le cas échéant.

a. Le contrôle des visiteurs :

L'accès des personnes étrangères à la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès doit être organisé de la manière suivante :

- Présentation d'une pièce d'identité aux agents de sécurité **en cas de nécessité** ;
- A l'occasion de chaque visite, un cahier journal doit être tenu par les agents de sécurité mentionnant les informations obligatoires suivantes :
 - Nom et Prénom du visiteur ;
 - Heure d'entrée et de sortie ;
 - Référence de la pièce d'identité présentée ;
 - Matricule du véhicule (quand il s'agit d'un conducteur) ;
 - Destination du visiteur.

Le registre en question doit être tenu quotidiennement et de manière systématique et régulière. Par ailleurs, il doit être tenu avec une écriture lisible, sans omission ni ratures.

Des instructions seront données occasionnellement pour les visites de groupes, les séminaires, les rencontres sportives et autres manifestations dûment autorisées par la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès.

Ce registre doit être présenté au maître d'ouvrage à chaque fois que ce dernier le demande.

b. Le contrôle des différents intervenants externes :

Dans le cas des Entreprises sollicitées par la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès, le responsable de ladite entreprise doit communiquer aux agents de sécurité la raison sociale, les noms de ses agents, l'immatriculation des véhicules et les dates probables d'entrée et de sortie.

La sortie du matériel de l'enceinte de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès vers l'extérieur doit être dûment justifiée, **en cas de nécessité**, par la production d'un Bon de Sortie signé par le responsable du magasin de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales.

Toute sortie de matériel, quelle que soit sa valeur et quelque soient les raisons évoquées, qui n'obéit pas à cette procédure doit être systématiquement refusée par les agents de sécurité qui doivent, en outre, en informer le maître d'ouvrage sans délais.

Par ailleurs, des instructions seront également données pour laisser libre accès aux enseignants, aux stagiaires de la formation continue et autres.

c. Le contrôle des véhicules et différents engins

- **Véhicules du personnel de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales de Meknès** : Seuls les véhicules de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales et de son personnel auront libre accès à l'enceinte de l'Etablissement sans restriction aucune. Par ailleurs et durant les périodes hors des horaires de travail, les jours fériés et le mois d'août (mois de congé administratif), tout accès doit être systématiquement enregistré (nom et prénom, date, heure d'entrée et de sortie). Cette formule sera valable même pour le personnel non motorisé.
- **Véhicules de Service appartenant à la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales de Meknès** : Il s'agit de récupérer ou de remettre les clés des véhicules de Service affectés au Parc Automobile de l'Etablissement, qui rentrent ou sortent en mission en dehors des horaires normaux de service de l'Etablissement. Toute anomalie constatée doit être déclarée, dans les meilleurs délais, au responsable du Parc automobile.
- **Véhicules appartenant aux différents visiteurs étrangers** : Pour les fournisseurs et intervenants externes, les dispositions du paragraphe 1-a ci-dessus restent applicables.

Les ambulances, les véhicules des forces de l'ordre et/ou ceux des sapeurs pompiers sont autorisés à accéder à l'Etablissement.

2- Rondes de contrôle et de surveillance

Des rondes de contrôle et de surveillance doivent être effectuées par les agents de sécurité pour permettre de vérifier et d'agir le cas échéant, entre autres, sur tous les accès aux bâtiments, leurs fermetures (portes et fenêtres), les éclairages et l'ensemble des réseaux. Elles permettent aussi, la prévention contre les intrusions, l'identification de dangers ou de foyers d'incendie, de fuite d'eau ou de liquide, de dommages naturels ou d'autres irrégularités.

Le prestataire de services est tenu d'assurer le gardiennage et la surveillance des biens mobiliers et immobiliers dans les sites concernés par la prestation. Il doit, de ce fait, assurer une intervention adéquate en cas d'intrusion non autorisée dans les immeubles, de soustraction frauduleuse ou de menace d'endommagement, par des tiers, des biens surveillés. Il doit, en outre, être en mesure de sécuriser contre toutes les menaces le personnel, les visiteurs et le patrimoine de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales de Meknès.

ARTICLE 29 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Durant l'exécution du marché, qui résultera du présent appel d'offres, le prestataire de services est soumis aux obligations et engagements suivants :

- Le prestataire s'engage à respecter tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur pour l'exercice de l'activité objet du marché reconductible qui résultera du présent appel d'offres, à savoir le salaire minimum légal, le régime de sécurité sociale, la durée de travail légale, le repos hebdomadaire, le congé annuel payé, les jours fériés payés, l'assurance contre les accidents de travail.
- Le prestataire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des prestations quelles que soient les conditions.
- Le prestataire de services répond des faits et fautes de ses préposés ayant entraîné un préjudice quelconque au Maître d'Ouvrage, au personnel, aux visiteurs... etc.
- En cas de vol de matériel ou n'importe quel objet au sein de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales de Meknès, le prestataire de services sera tenu de dédommager le maître d'ouvrage.
- Après signature du marché, qui résultera du présent appel d'offres, le prestataire de services **doit désigner, par écrit officiel, le nom et les coordonnées d'un agent superviseur** qualifié, chargé de l'encadrement et du contrôle des agents de surveillance et de gardiennage mis à la disposition de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales de Meknès.

Par ailleurs, le prestataire de services s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires (**dont un moyen de communication inter-agents**), ainsi que tout autre moyen matériel demandé par le maître d'ouvrage, pour assurer efficacement sa prestation.

Les agents de sécurité du prestataire de services doivent être expérimentés (2 ans minimum d'expérience), de bonne moralité, avoir une bonne condition physique, de grande taille, posséder les capacités et aptitudes de l'agent de sécurité et avoir un niveau scolaire suffisant.

Tout agent qui s'avère n'ayant pas les qualités requises (morales, physique et professionnelles) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement par le prestataire de services.

Le prestataire de services doit mettre à la disposition de ses préposés des registres dans lesquels ils doivent rédiger leurs observations sous forme d'un compte-rendu et qu'ils doivent signer avant de quitter le service.

Le prestataire de services doit fournir au maître d'ouvrage un dossier par agent composé des pièces suivantes :

- Une photo d'identité récente,
- Une copie légalisée de la CIN,
- Un extrait du casier judiciaire.

Ainsi que toute autre pièce demandée conformément à la législation du travail.

Une fois la liste du personnel proposée par le prestataire de services pour assurer les prestations est arrêtée et approuvée par le maître d'ouvrage, le prestataire de services ne peut apporter des remplacements sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

S'il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le prestataire de services proposera une personne d'une qualification égale ou supérieure.

Le personnel du prestataire de services sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable au personnel de l'Etablissement. Il lui sera interdit d'accepter des pourboires et de fumer dans les locaux. Il sera tenu dans l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents du prestataire de services ne doivent révéler à quiconque les faits dont ils auront connaissance à l'occasion de leur service. Il sera tenu au respect de la liberté de conscience de chacun. Toutes formes d'interventions concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sont strictement interdites.

Les agents de sécurité doivent être qualifiés possédant la résistance physique requise et jouir d'une bonne moralité, faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers, du personnel et des étudiants. Ils doivent intervenir en cas de sinistre (incendie par exemple) et porter secours à toute personne en danger.

ARTICLE 30 : TENUE DE TRAVAIL DES AGENTS DE SECURITE

Les agents de sécurité doivent porter une tenue uniforme **pour chaque saison de l'année (minimum une tenue d'hiver et une tenue d'été) de bonne qualité, validé par le maître d'ouvrage**, portant l'enseigne du prestataire de services d'une couleur qui ne doit pas prêter confusion avec les tenues des agents des services publics, notamment ceux de la gendarmerie royale, des forces armées royales, de la sécurité nationale, des forces auxiliaires et des douanes...etc.

La tenue portée par les agents de sécurité doit être dans un état propre, exempt de froissures et ne donnant aucun signe de vieillesse (délavage, déchirure...). Elle doit, en outre, être valorisante, expressive et dissuasive.

Le trousseau est composé au moins des éléments suivants :

Tenue d'été (à valider par le maître d'ouvrage) :

- Chemise de bonne qualité
- Pantalon de bonne qualité
- Cravate
- Casquette
- Chaussures

Tenue d'hiver (à valider par le maître d'ouvrage) :

- Chemise de bonne qualité
- Pantalon de bonne qualité
- Veste de bonne qualité
- Cravate
- Casquette
- Chaussures
- Jaquette

Le prestataire de services doit doter son personnel en nombre suffisant de pièces.

ARTICLE 31 : CONTROLE DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage ou son représentant, se réserve le droit d'effectuer des contrôles aux moments de l'exécution des prestations.

ARTICLE 32 : REVENDICATIONS

Toutes formes de revendication du personnel du prestataire de service sont strictement interdites sur les sites de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales de Meknès. La société titulaire doit prendre toute les dispositions et mesures en vue de faire face et contenir toute forme de contestation éventuelle de la part de son personnel, pour épargner le personnel et les installations de toutes conséquence préjudiciable.

L'administration ne serait en aucun cas considérée comme interlocuteur concerné.

Toutes les tractations éventuelles doivent avoir lieu à l'extérieur des sites de l'administration.

ARTICLE 33 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Il sera dressé à la fin de chaque mois, un procès-verbal de réception signé par les membres d'une commission désignée par le maître d'ouvrage à cet effet.

Sur la base de ces procès-verbaux, le maître d'ouvrage établira un procès-verbal global pour l'ensemble des prestations exécutées.

1) RECEPTION PROVISOIRE :

A la fin de chaque année, le maître d'ouvrage procédera à la réception provisoire partielle des prestations réalisées, si le prestataire de services a bien rempli son engagement contractuel en matière de gardiennage et de surveillance objet du marché reconductible, qui résultera du présent appel d'offres, la réception provisoire sera constatée par certification du service fait.

2) RECEPTION DEFINITIVE :

A la fin de la durée totale du marché reconductible, qui résultera du présent appel d'offres, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive du marché ; un procès verbal de réception définitive sera établi par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 34 : CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT :

Le règlement des prestations réalisées sera effectué la fin de chaque mois sur la base d'un décompte (ou une facture) établi en trois (3) exemplaires, dûment signées et arrêtées par le

titulaire et après réception provisoire par le maître d'ouvrage des prestations exécutées du mois concerné.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application du prix unitaire du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées conformément au marché et ce, en tenant compte, le cas échéant, de l'application des pénalités comme mentionné à l'article 25 ci-dessus et, éventuellement, de la répercussion de la variation du taux de la TVA.

ARTICLE 35 : LES PIÈCES À FOURNIR POUR LE PAIEMENT

À l'occasion du paiement de chaque décompte, le titulaire du marché reconductible, qui résultera du présent appel d'offres, est tenu de fournir les pièces justificatives suivantes :

- 1) La liste des agents exécutant les prestations certifiées par le prestataire de service et validée par le maître d'ouvrage ou son représentant. Cette liste doit comprendre les noms et prénoms, les numéros des CNI et d'immatriculation à la CNSS des agents engagés.**
- 2) L'attestation de police d'assurance (originale ou copie certifiée conforme) contre les accidents de travail, mentionnant les noms des agents engagés pour la réalisation des prestations dans le cadre du marché.**
- 3) Les pièces justifiant le paiement effectif des salaires, à savoir les bulletins de paie signés par chacun des agents engagés pour la réalisation des prestations ou les avis de crédits bancaires attestant les virements des salaires des agents engagés durant le mois considéré.**
- 4) La liste des assurés déclarés « formulaire n° 212-2-45 » délivrée par la CNSS attestant la déclaration effective sous forme de liste nominative, de tous les agents engagés pour la réalisation des prestations dans le cadre du présent marché.**
- 5) Le décompte (ou la facture) du mois concerné, établie, en 3 exemplaires, dûment signées et arrêtées en toutes lettres, comportant les indications prévues par la réglementation en vigueur, notamment :**
 - **L'identité de l'entreprise ;**
 - **La date de l'opération ;**
 - **Le nom, prénom ou raison sociale de la société ;**
 - **Les prix, quantité et nature de prestations exécutées ou services rendus d'une manière distincte, le taux et le montant de la TVA ;**
 - **Le numéro du compte bancaire déjà indiqué sur l'acte d'engagement ;**
 - **Le numéro du registre de commerce, le numéro d'identification fiscale attribuée par le service local des impôts, ainsi que le numéro d'article d'imposition à l'impôt de la patente (taxe professionnelle), l'identifiant commun de l'entreprise (ICE).**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant crédit au compte bancaire, du prestataire de services indiqué dans son acte d'engagement.

ARTICLE 36 : REGLEMENT DES LITIGES

Conformément à l'article 55 du C.C.A.G-EMO, tout litige entre le maître d'ouvrage et le

prestataire de services, non réglé à l'amiable, sera soumis aux tribunaux compétents de Meknès.

Lu et accepté (Manuscrite)

Signature et Cachet



Faculté des Sciences Juridiques
Economiques et Sociales
Doyen
Abdelrhani BOUAYAD

The image shows a blue ink signature of Abdelrhani BOUAYAD over a circular stamp. The stamp contains the text 'Université Mohammed VI' and 'Meknès'. To the right of the stamp, the text 'Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales' and 'Doyen' is printed. Below the signature, the name 'Abdelrhani BOUAYAD' is printed in blue ink.

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF